



La société du diplôme

Luc Rouban

► To cite this version:

Luc Rouban. La société du diplôme. Le Baromètre de la confiance politique / Vague 14, Sciences Po, CEVIPOF; CNRS. 2023, pp.1-10. hal-04086972

HAL Id: hal-04086972

<https://sciencespo.hal.science/hal-04086972>

Submitted on 2 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

LA SOCIÉTÉ DU DIPLÔME

Luc Rouban

Directeur de recherche CNRS

luc.rouban@sciencespo.fr

La question du rôle des diplômes dans la réussite sociale est centrale dans la discussion à la fois des structures de reproduction des strates de pouvoir et dans la représentation que les citoyens se font de la mobilité sociale. Penser que tout son avenir professionnel se joue à travers le parcours scolaire peut autant alimenter l'idée que la méritocratie républicaine repose sur une égalité au moins formelle de tous devant l'enseignement que l'idée d'une intellectualisation du pouvoir qui implique de prendre ses distances avec le monde des métiers manuels et de la technique. Autrement dit, la priorité donnée aux diplômes sur l'expérience professionnelle ou le savoir-faire peut être considérée autant comme une condition de l'égalité, supposant une disposition intellectuelle égale de tous pour certains types d'enseignements, ce qui implique une recherche pédagogique permanente d'adaptation des modes de diffusion et de réception des savoirs, qu'une forme de séquençage socioéconomique de la vie séparant le temps de l'apprentissage du temps de la production et de la consommation où l'échec scolaire devient vite rédhibitoire.

La vague 14 du Baromètre de la confiance politique permet de mesurer l'état de l'opinion en France, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni face à ces enjeux qui soulèvent autant la question de l'importance de l'institution scolaire¹ que celle de la possibilité de dissocier la mobilité comme la réussite sociale de l'obtention précoce de diplômes. L'enquête montre que c'est en France que la valorisation sociale du diplôme est la plus importante mais aussi la plus contestée et que les comparaisons internationales s'effacent derrière les clivages économiques et générationnels.

La vague 14 du Baromètre de la confiance politique s'appuie sur un échantillon représentatif de 3 072 enquêtés en France, 1 675 en Allemagne, 1 685 en Italie et 1 659 au Royaume-Uni. L'enquête de terrain a été menée du 27 janvier au 17 février 2023 pour l'ensemble des quatre pays.

1.

François Dubet, *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil, 2002

La priorité donnée aux diplômes

C'est en France que la proportion d'enquêtés estimant que « l'on donne trop souvent la priorité aux diplômes sur l'expérience professionnelle » est la plus importante. Seuls les enquêtés italiens semblent beaucoup moins convaincus

2.

OCDE, Études économiques, Italie, avril 2019, OCDE, Paris, p. 60.

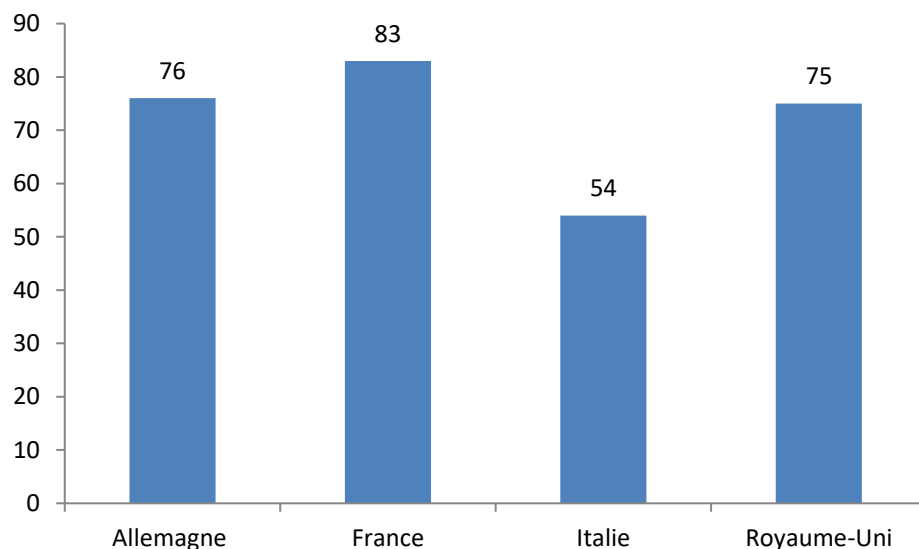
<https://www.oecd.org/fr/economie/etudes/Italie-2019-OCDE-etude-economique-synthese.pdf>

3.

Pour la définition des générations, voir l'annexe ci-après

de cette affirmation, ce qui peut renvoyer à une structure économique différente où le tourisme prend une place prépondérante, où les micro-entreprises de moins de 10 salariés représentent 45% de l'emploi total et donc où les exigences de diplômes, notamment liées aux structures de management, sont moindres². La distribution de ces moyennes n'est pas modifiée par la catégorie socioprofessionnelle. Elle l'est un peu par la génération, mais seulement en France, où on observe une critique plus forte au sein de la génération des boomers³ (88% pensent que la priorité est donnée aux diplômes) que de la génération Z (74%), et au Royaume-Uni (on passe dans les mêmes générations de 81% à 72%). Ces effets générationnels sont négligeables en Allemagne et en Italie. Le niveau d'éducation joue évidemment sur les réponses car les plus diplômés sont moins enclins à décrier le poids prépondérant des diplômes mais les différences ne s'affirment qu'à partir du niveau master et surtout dans la population des enquêtés passés par de grandes écoles ou ayant un doctorat. En France, la proportion de ceux qui dénoncent le poids des diplômes passe de 89% au niveau CAP à 73% au niveau grandes écoles, ce qui tend à montrer que même les enquêtés les plus diplômés sont assez critiques vis-à-vis du rôle accordé aux diplômes dans la vie professionnelle. À des niveaux équivalents, on passe en Allemagne de 83% à 58%, de 79% à 63% au Royaume-Uni alors que la distribution ne change pas significativement en Italie.

Graphique 1 : On donne trop souvent la priorité aux diplômes sur l'expérience professionnelle (%)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

De manière symétrique, la proposition selon laquelle « l'apprentissage n'est pas suffisamment reconnu » obtient également des scores élevés en France (88%), en Italie (82%) et au Royaume-Uni (77%) mais pas en Allemagne (66%) où celui-ci constitue le dispositif central de la formation professionnelle et où 50% d'une classe d'âge sont orientés vers des écoles professionnelles techniques⁴. En ce domaine, les clivages socioprofessionnels et générationnels ne jouent que de manière marginale dans chacun des quatre pays étudiés.

4.

Frédéric Turlan, « En Allemagne, la formation se fait à 80% en entreprise », Pôle Emploi, 2022,

<https://www.pole-emploi.org/accueil/actualites/2022/apprentissage>

Le diplôme, pour se faire respecter

Cette survalorisation des diplômes, notamment en France, ne se comprend pas seulement au regard de leur valeur sur le marché du travail mais plutôt comme marqueur de respect social. En moyenne, 60% des enquêtés français mais également 69% de leurs homologues allemands contre 59% des enquêtés italiens et 51% des enquêtés britanniques acquiescent à la proposition « il est important d’avoir un diplôme de haut niveau pour être respecté ». Ces premiers chiffres montrent que des différences nationales importantes existent dans la représentation que l’on se fait du rôle social du diplôme.

5.

La définition des catégories socioprofessionnelles est donnée en annexe

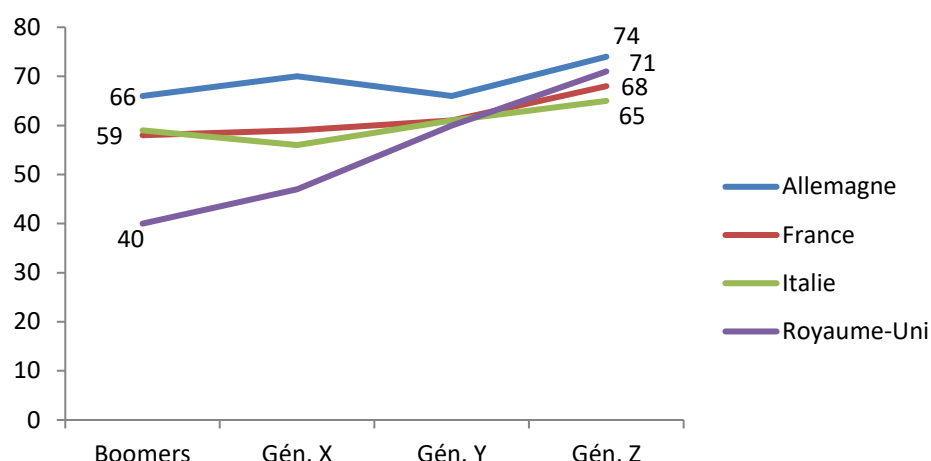
Mais ces moyennes recouvrent des divergences sociales internes. Si l’on croise ces réponses avec la catégorie socioprofessionnelle⁵, on voit que les réponses ne changent guère en Allemagne et en Italie, qu’elles évoluent un peu au Royaume-Uni, entre 49% dans les catégories populaires et 56% dans les catégories supérieures mais qu’elles se différencient fortement en France puisque l’on passe de 56% dans les catégories populaires à 70% dans les catégories supérieures. C’est au sein de ces dernières que la valorisation sociale du diplôme en France est la plus forte. Cela se confirme si l’on regarde la distribution des réponses selon le niveau de diplôme : on passe en France de 54% au niveau CAP à 71% au niveau du doctorat ou des grandes écoles alors que les écarts sont moindres en Allemagne (on passe de 66% à 76%) ou en Italie (on passe de 57% à 69%). Le niveau de diplôme n’exerce pas d’influence statistique notable au Royaume-Uni.

Sur ce terrain, les différences sociales comptent moins que les différences générationnelles. Contrairement à ce que l’on pourrait croire *a priori*, le rôle accordé aux diplômes dans le respect social est surtout pointé par les jeunes. Il s’agit d’un constat et non, évidemment, d’une approbation. Dans les quatre pays, des différences plus ou moins importantes séparent les boomers de la génération Z puisque la proportion de réponses positives passe de 66% à 74% en Allemagne, de 58% à 68% en France, de 59% à 65% en Italie et de 40% à 70% au Royaume-Uni. Mais au total les jeunes Européens se différencient nettement de leurs aînés pour considérer que les diplômes sont importants dans la constitution d’un statut social au-delà des ressources économiques qu’ils peuvent procurer. On est donc loin de la culture de l’indifférence, du petit boulot et de la débrouille sans plan d’avenir que cultivent les jeunes des films de Cédric Klapisch. Mais on peut considérer qu’il s’agit d’un rapport instrumental au diplôme⁶.

6.

La figure du dilettante, emblématique des études littéraires, a disparu progressivement des études supérieures longues où la question de l’insertion professionnelle se pose tout autant, bien que différemment, que dans les filières techniques spécialisées. Voir Romain Delès, *Quand on n’a que le diplôme... Les jeunes diplômés et l’insertion professionnelle*, Paris, PUF, 2018

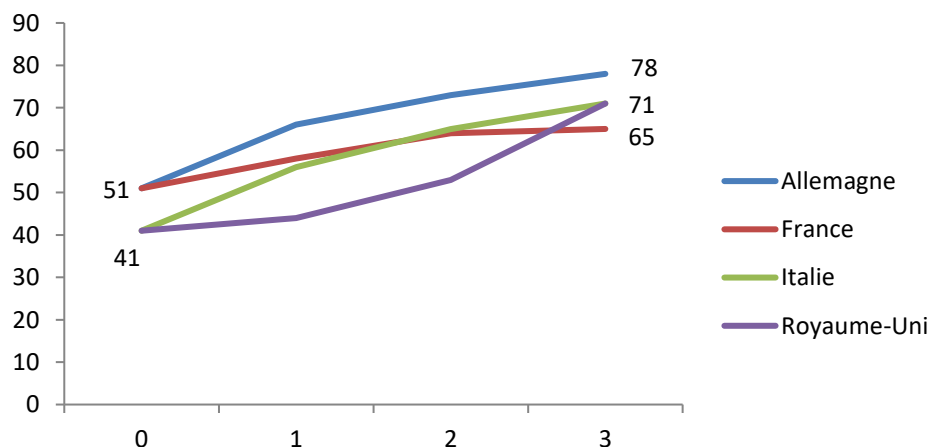
Graphique 2 : Il est important d'avoir un diplôme de haut niveau pour être respecté (%)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

Une question importante est de savoir dans quelle mesure la place reconnue aux diplômes de haut niveau reste associée à l'idée de méritocratie. En d'autres termes, les enquêtés attachés au modèle méritocratique, entendu ici comme une individualisation de la reconnaissance sociale, considèrent-ils que les diplômes, notamment de haut niveau, représente un enjeu dans un parcours de mobilité sociale ? On a construit un indice de méritocratie sur la base des réponses à trois questions portant sur le poids estimé trop important des héritages dans la réussite sociale, sur le fait de voir son travail reconnu et sur le fait qu'une société juste est celle qui rémunère mieux celui ou celle qui travaille plus ou mieux plutôt que celle qui réduit les écarts entre rémunérations. La position sur l'indice de méritocratie conduit dans trois pays sur quatre à modifier sensiblement les représentations concernant le rôle social des diplômes. Plus l'attachement au modèle méritocratique est fort et plus le diplôme de haut niveau est valorisé. Ce n'est qu'en France que cette corrélation est relativement assez faible, ce qui peut indiquer que la valeur sociale des parcours scolaires ou universitaires longs est remise en cause.

Graphique 3 : L'importance d'un diplôme de haut niveau pour être respecté en fonction de l'attachement au modèle méritocratique (%)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

Le mépris social pour les sans diplômes

Le rôle central du diplôme dans le statut social peut être également décelé dans les discriminations que son absence peut susciter. On a posé la question « Dans votre vie, vous avez eu l'impression que l'on vous dédaignait parce que vous n'aviez pas de diplômes d'études supérieures ? » à tous les enquêtés qui *n'avaient pas* suivi d'études supérieures. En moyenne, c'est en France (35%) et au Royaume-Uni (37%) que ce sentiment est le plus partagé alors qu'il l'est un peu moins en Italie (32%) et sensiblement moins en Allemagne (24%).

7.

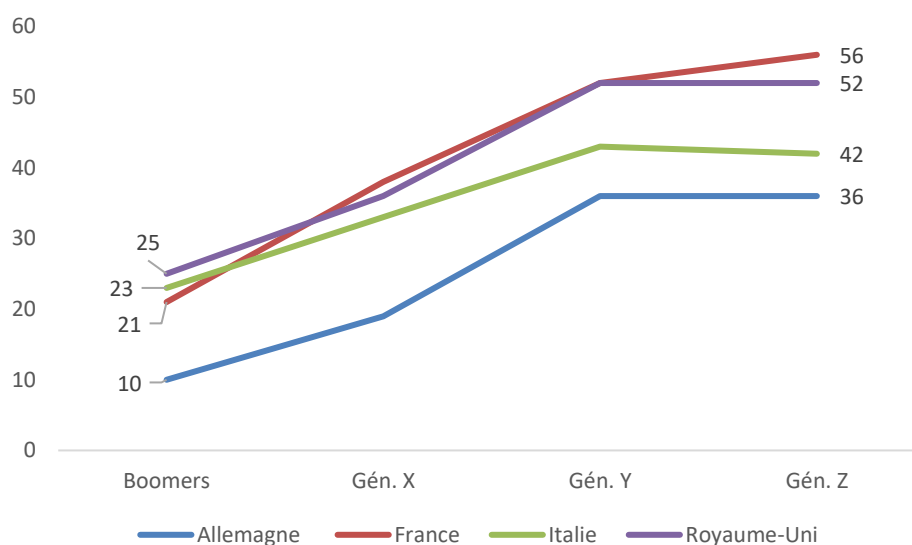
Sa définition est donnée en annexe

La perception du mépris social en l'absence de diplôme d'études supérieures est d'autant plus élevée que les enquêtés s'avèrent précaires sur le plan économique. Si l'on prend les deux extrémités de l'indice de précarité économique⁷, qui va de 0 à 3, on voit qu'entre ceux qui sont à 0, donc les moins vulnérables, et ceux qui sont à 3, donc les plus fragilisés, la proportion de ceux qui pensent avoir été dédaignés pour ne pas avoir de diplôme d'études supérieures passe de 18% à 56% en France, de 10% à 46% en Allemagne, de 17% à 43% en Italie et de 14% à 52% au Royaume-Uni.

On peut mesurer ici la position relative des transfuges de classe, notamment de ceux qui pensent avoir réussi et appartenir aux sommets de la hiérarchie sociale sans avoir de diplôme d'études supérieures. Pour ce faire, on a pris l'échelle de classement social subjectif demandant aux enquêtés de se positionner sur une échelle sociale allant de 0 à 10. On a ensuite dichotomisé cette échelle en distinguant ceux qui ne pensaient pas avoir réussi ou seulement de manière modeste (notes de 0 à 7) de ceux qui pensaient voir gagner les hauteurs (notes de 8 à 10). En France, la part des non-diplômés du supérieur s'estimant être assez hauts dans la hiérarchie sociale mais disant avoir eu l'impression d'être dédaignés pour leur faible niveau d'études est de 54%, de 62% au Royaume-Uni mais sensiblement moins en Allemagne (47%) et en Italie (38%). En dehors de la péninsule italienne, le diplôme reste donc toujours un élément important de légitimation de la réussite sociale et un élément qui n'est pas relativisé par les générations les plus jeunes.

En effet, le sentiment d'avoir été dédaigné pour ne pas avoir de diplôme d'études supérieures est d'autant plus fréquent que les générations sont plus récentes. C'est ainsi qu'en France on passe de 21% dans la génération des boomers à 56% dans la génération Z, un différentiel bien plus important que dans les trois autres pays. La massification de l'enseignement supérieur et la disqualification sociale de la formation professionnelle ou technique ont créé, sauf en Allemagne où cette dernière est particulièrement développée, un sentiment assez général de discrimination sociale chez ceux qui n'étaient pas passés par l'Université.

Graphique 4 : Le sentiment d'être dédaigné sans diplôme d'études supérieures, par génération (%)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

Les illusions de la formation tout au long de la vie

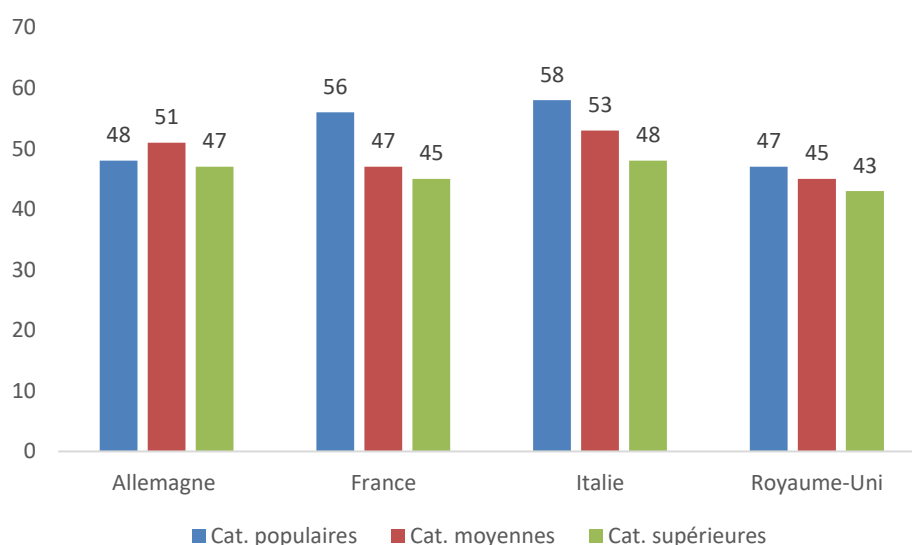
De multiples dispositifs ont été créés pour contourner ou compenser le poids initial des diplômes dans les parcours professionnels ou les parcours de mobilité sociale : stages, formation continue, réorientation professionnelle. L'enquête permet de savoir jusqu'à quel point les enquêtés ont confiance d'une manière générale dans la formation tout au long de la vie pour surmonter un handicap scolaire. On a donc posé la question de savoir si les enquêtés étaient d'accord ou pas avec la proposition suivante : « dans la société [pays], la formation tout au long de la vie ne permet pas de développer sa carrière professionnelle ». Les résultats sont assez éloquentes puisque 55% des enquêtés italiens, 51% des enquêtés français, 50% des enquêtés allemands et 46% des enquêtés britanniques disent être assez ou tout à fait d'accord avec cette proposition.

Les réponses changent en fonction de la catégorie socioprofessionnelle en France et en Italie, les enquêtés les plus modestes étant particulièrement sceptiques. C'est ainsi que les proportions de réponses positives passent entre le niveau 0 et le niveau 3 de l'indice de précarité économique de 41% à 67% en France, de 33% à 66% en Allemagne, de 42% à 59% en Italie et de 36% à 59% au Royaume-Uni.

Ces dispositifs ont été souvent créés pour offrir de nouvelles perspectives professionnelles aux salariés. Néanmoins, seuls 40% des enquêtés en France estiment qu'il est facile de changer de métier et cela quelle que soit leur catégorie socioprofessionnelle : 39% en catégorie populaire, 38% en catégorie moyenne et seulement 43% en catégorie supérieure. La moyenne est encore plus basse en Italie (21%) et ne varie pas non plus en fonction de la catégorie socioprofessionnelle. La situation est différente en Allemagne et au Royaume-Uni. En Allemagne, 55% des enquêtés pensent en moyenne qu'il est facile de changer de métier mais avec des écarts importants entre les catégories populaires et moyennes (respectivement, 56% et 52%) et les catégories

supérieures (62%). Au Royaume-Uni, la moyenne des réponses positives est de 53% mais on note également des écarts entre les catégories socioprofessionnelles : 53% en catégorie populaire, 50% en catégorie moyenne mais 69% en catégorie supérieure. Dans ces deux derniers pays, il semble donc que la fluidité professionnelle ne soit significative qu'au sommet. Cependant, la facilité à changer de métier n'exerce aucun effet statistique sur l'utilité perçue de la formation tout au long de la vie sauf en Italie où le fait d'estimer qu'il est facile de changer de métier discrédite encore plus ce type de formation : 66% des enquêtés estiment alors qu'elle ne permet pas de développer sa carrière contre 52% de ceux qui pensent que le changement de métier est difficile.

Graphique 5 : La formation tout au long de la vie ne permet pas de développer sa carrière (%)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

Éviter les parcours techniques pour réussir

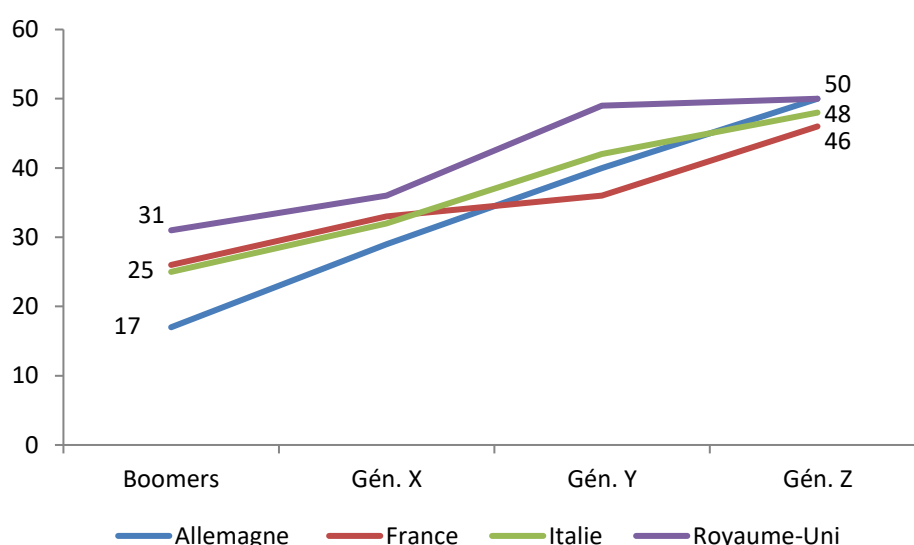
Au-delà des discours tenus sur l'intérêt de l'apprentissage ou des filières professionnelles, il est apparu utile de savoir ce que les enquêtés pensaient de l'utilité de ces parcours dans la réussite sociale. On leur a donc soumis la proposition suivante : « dans la société [pays], pour réussir, il vaut mieux éviter les métiers manuels ou techniques ». Les résultats montrent que le scepticisme prévaut surtout dans les catégories socioprofessionnelles supérieures. Les réponses positives à cette proposition passent en France de 31% dans les catégories populaires à 39% dans les catégories supérieures, de 35% à 41% en Italie, de 38% à 47% au Royaume-Uni mais également de 27% à 40% en Allemagne, ce qui confirme bien que la filière technique y est valorisée dans les catégories populaires et moyennes (29% de réponses positives) mais que le regard que portent les membres des catégories supérieures est tout de même plus critique.

Mais les contrastes qu'apporte le classement social objectif sont bien faibles à côté de ce que produit le classement social subjectif. Plus les enquêtés estiment se placer haut dans la hiérarchie sociale et plus ils adhèrent à l'idée que les filières manuelles et techniques sont à éviter si l'on veut réussir. Si l'on reprend l'indice de classement social subjectif dichotomisé en deux groupes, le premier

à faible sentiment de réussite et le second à fort sentiment de réussite (note 8 à 10 sur l'échelle), on voit que la proportion de réponses positives passe de 27% à 51% en Allemagne, de 32% à 53% en France, de 34% à 47% en Italie et de 37% à 66% au Royaume-Uni.

Et de la même façon que les diplômes sont considérés par les plus jeunes comme une garantie de respect social, ce sont encore les plus jeunes qui estiment dans les proportions les plus grandes qu'il vaut mieux éviter les métiers manuels et techniques si l'on veut réussir et cela dans les quatre pays étudiés.

Graphique 6 : Pour réussir, il vaut mieux éviter les métiers manuels et techniques (%)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

La centralité sociale des diplômes

Les variables concernant l'importance d'un diplôme de haut niveau pour être respecté, l'impact limité de la formation tout au long de la vie sur la progression de carrière et la défiance à l'égard des métiers manuels et techniques pour assurer la mobilité sociale sont fortement corrélées entre elles. Elles constituent une échelle statistique cohérente (alpha de Cronbach = 0,497). On peut s'en servir comme d'un indice mesurant une même dimension, à savoir la centralité sociale des diplômes. On peut ensuite dichotomiser cet indice en un niveau bas (aucune ou une occurrence positive) et un niveau haut (deux ou trois occurrences positives). En moyenne, les quatre pays étudiés se distinguent peu puisque 45% des enquêtés en Allemagne se situent sur la partie haute de l'indice contre 44% en France et en Italie et 40% au Royaume-Uni.

L'analyse de cet indice ne fait que confirmer le rôle central accordé aux diplômes autant par les générations les plus jeunes, par ceux qui estiment avoir le mieux réussi socialement comme par ceux qui se situent en haut de l'indice de précarité économique, et cela dans les quatre pays étudiés. Les modèles de réussite sociale bâtis à l'image du « *self-made man* » ou du bricoleur de génie sont loin d'être partagés. Contrairement aux idées souvent reçues, c'est bien le monde d'avant, celui des boomers, qui permettait de réussir sans diplôme alors

que celui dans lequel doivent évoluer les générations les plus jeunes est bien plus enserré dans des normes abstraites certifiées par l'institution universitaire. C'est également un monde où la hiérarchie sociale se fige bien plus tôt, où la distinction entre ceux qui font et ceux qui font faire est précoce.

Annexes

La définition des catégories socioprofessionnelles

Celles-ci sont définies de la manière suivante : les catégories populaires comprennent les artisans, les commerçants, les employés, les policiers et militaires, les employés administratifs d'entreprise, les employés de commerce, le personnel des services directs aux particuliers, les ouvriers qualifiés, les chauffeurs, les ouvriers non qualifiés, spécialisés, les ouvriers agricoles, les anciens employés, les anciens ouvriers, les chômeurs n'ayant jamais travaillé. Les catégories moyennes comprennent : les professeurs professions scientifiques, les contremaîtres, les agents de maîtrise, les employés civils et agents de service de la fonction publique, les personnes au foyer, les agriculteurs exploitants, les professions de l'information, des arts et des spectacles, les instituteurs et assimilés, l'encadrement de la santé et du travail social, le clergé et religieux, l'encadrement administratif de la fonction publique, l'encadrement administratif et commercial des entreprises, les techniciens. Les catégories supérieures comprennent : les chefs d'entreprise de 10 salariés et plus, les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les cadres administratifs et commerciaux d'entreprise, les ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.

Les générations

On a repris ici la classification utilisée par les études sociologiques et commerciales qui distinguent :

- Les « boomers » nés entre 1945 et 1964, qui ont connu dans leur jeunesse le plein emploi et une croissance forte de l'économie ;
- La génération X qui réunit ceux qui sont nés entre 1965 et 1979, ayant connu les chocs pétroliers et la montée du chômage ;
- La génération Y, dénommée également celle des *Millenials*, qui regroupe ceux qui sont nés entre 1980 et 1994, marquée par le développement d'Internet mais également par un rapport au travail plus exigeant et une attente de règles éthiques de la part des entreprises ;
- La génération Z de ceux qui sont nés entre 1995 et 2000 (que l'on prolonge jusqu'en 2005 pour englober ici tous les enquêtés), caractérisée par son insertion dans le numérique, sa connectivité et sa créativité supposée telle qu'elle est vue par les études de marketing ;
- On a ajouté la génération de la guerre, réunissant ceux qui sont nés entre 1927 et 1944, et qui ont connu les effets directs ou indirects de la Seconde guerre mondiale. Cette génération n'est pas étudiée dans cette note étant donné que les effectifs ne sont pas suffisants pour certains pays.

Les indices

L'indice de précarité économique est construit sur la base de trois variables : le fait de risquer peu ou prou d'être au chômage, d'affirmer ne pas pouvoir s'en sortir avec les revenus du ménage et d'appartenir à un foyer qui se situe dans le premier quartile des revenus, calculés selon les normes de l'INSEE en tenant compte du nombre de personnes à charge et en différenciant les enfants.

L'indice de libéralisme économique s'appuie sur les réponses à trois questions portant sur la nécessité ou pas de prendre aux riches pour donner aux pauvres afin d'assurer la justice sociale, de réduire ou non le nombre de fonctionnaires et la volonté ou non d'ouvrir davantage le pays en matière économique.

L'indice de libéralisme culturel est construit à partir de trois variables portant sur l'ouverture ou la fermeture du pays au monde, le nombre jugé trop important d'immigrés et la position à l'égard du rétablissement de la peine de mort.